

LOS ANGELES 2019 : LA RÉVOLTE DES LYCÉES

Un mouvement tenace et victorieux pour l'école publique

Par Magally Miranda Alcázar

Traduit par Judith Chouraqui, Lucile Dumont et Ferdinand Cazalis

Texte original : « Red for Ed in LA », paru dans Commune Magazine

Démarrée en 2018 en Virginie-Occidentale, la vague de grèves des enseignant·es et personnels d'éducation aux États-Unis engrange d'importantes victoires. Les spécificités de ce mouvement sont nombreuses : distance par rapport aux syndicats traditionnels, alliances avec les organisations de travailleurs et travailleuses précaires, revendications antiracistes et de justice sociale... Le but n'est pas seulement l'augmentation des salaires, mais l'égalité territoriale, sociale et raciale des élèves états-unien·nes. Du 14 au 22 janvier 2019, c'est dans le comté de Los Angeles que plus de 30 000 enseignant·es sont sorti·es de leurs salles de classe pour finalement faire plier l'administration : 6 % d'augmentation de salaire, quatre élèves de moins par classe, une infirmière à temps plein dans chaque école, des programmes sociaux pour les enfants les plus défavorisés... C'est l'histoire racontée par Magally Miranda Alcázar, militante et étudiante en Californie. De quoi inspirer les luttes qui s'organisent pour refuser le modèle libéral de l'éducation, à l'heure où la réforme Blanquer cherche à imposer en France un modèle à l'américaine.

Les enseignant·es en grève du comté de Los Angeles (le plus grand des États-Unis) avaient conquis l'opinion publique bien avant que les revendications des syndicats soient entendues. La grève, qui a réuni environ 30 000 profs, réparti·es sur 900 campus, sous la bannière du syndicat United Teachers of Los Angeles (UTLA) a connu un taux de mobilisation de 80 %. Chaque jour, de plus en plus de personnel des établissements, mais aussi des parents d'élèves et des membres des communautés locales, ont rejoint les enseignant·es sur les piquets de grève. Un mouvement au final aussi massif que structuré.

Cela faisait trente ans que l'UTLA n'avait pas organisé de grande lutte, mais cette fois, la stratégie de l'autorité fédérale pour briser la grève n'a pas fonctionné : tous les matins, dès 7 h, les jaunes (des enseignant·es remplaçant·es ou du personnel de service précaire) ont été empêché·es d'entrer dans les écoles. D'imposantes manifestations ont investi les rues de la ville, et un piquet a été installé devant le domicile de Monica Garcia, une des membres du district scolaire (*school district*)¹. Chaque jour qu'a duré

la mobilisation, environ un tiers des élèves, soit à peu près 500 000, ne se sont pas allé·es en cours. Le jeudi, leur absence avait déjà coûté 97 millions de dollars à l'administration. La coordination de ces manifestations malgré la pluie battante ne les a rendues que plus remarquables – dans une ville connue pour devenir fantôme à la moindre averse.

La privatisation et le comité Beutner

Partout dans le pays, des enseignant·es luttent contre l'avancée des privatisations dans l'éducation publique. Une de leurs cibles privilégiées s'appelle Austin Beutner, un ancien gestionnaire de fonds spéculatifs qui fait aujourd'hui campagne pour multiplier les *charter schools* (écoles privées sous contrat, donc avec un financement

public²), grâce aux financements de la California Charter School Association (CCSA). Dans l'ombre de cette dernière, hors de toute institution démocratique, les financements de philanthropes ambitieux comme le milliardaire Eli Broad³ ou le PDG de Netflix, Reed Hastings, pèsent lourdement sur les orientations des instances scolaires. L'élection de Beutner au sein du district scolaire de Los Angeles (LAUSD), très orienté en faveur des *charter schools*, a été controversée mais n'a véritablement surpris personne. Son principal soutien lui venait de Ref Rodriguez, un administrateur corrompu qui a depuis été contraint à démissionner. Les enseignant-es espèrent remplacer son siège par une voix anti-*charter schools*, mais ont conscience que la lutte qui vient de s'ouvrir ne s'arrêtera pas à ces élections.

Yvette, une assistante d'éducation rencontrée sur un piquet de grève, donne le ton de ce mouvement anti-privatisation qui a grandi dans l'éducation publique : « *La Nouvelle Orléans a perdu toutes ses écoles publiques après Katrina. Maintenant, ils essaient d'étendre cette privatisation à tout le pays*⁴. » Et de continuer : « *Les charter schools sont vendues comme une faveur faite aux élèves sous prétexte qu'on leur propose plus d'options de spécialité, mais la vérité, c'est qu'elles ne font qu'aggraver la discrimination. La sélection fondée sur des tests permanents élimine un grand nombre d'entre elles et eux. Comment peut-on décider qu'un-e élève ne mériterait pas d'éducation ? Et bien sûr, toutes les jeunes qui sont exclu-es du circuit ont la peau foncée.* » Pour les enseignant-es comme Yvette, la réforme des *charter schools* va droit dans le mur ; elle imagine plutôt une transformation radicale, qui passerait d'un système d'évaluation standardisée à une valorisation des élèves en fonction de leurs besoins et de leurs qualités spécifiques.

Au-delà de la lutte contre la réforme des *charter schools*, l'UTLA a porté cinq revendications :

- Une augmentation de salaire de 6,5 %, rétroactive au premier juillet 2016.
- Une limitation du nombre d'élèves par classe : au niveau national, la Californie est classée 48^e sur 50, le district de Los Angeles comptant parmi les pires en termes de classes surchargées.
- Redonner aux enseignant-es une autonomie pour les devoirs et les examens et faire cesser la logique des tests standardisés.
- Une augmentation des financements par élève, vu que la Californie arrive au 43^e rang sur 50 sur les dotations, tout en étant l'État le plus riche du pays.
- Du personnel scolaire supplémentaire : infirmier-es, conseiller-es d'éducation, bibliothécaires, assistant-es spécialisé-es d'éducation. Avant la négociation de l'accord syndical, le ratio était de 1 224 élèves pour un-e infirmier-e, et de 945 élèves par conseiller-e d'éducation.

Los Angeles est la dernière ville à rallier la vague nationale de grève des enseignant-es, démarrée en Virginie-Occidentale en février 2018, et qui semble maintenant s'étendre jusqu'à Oakland. Les enseignant-es d'Oakland se sont inspirés de l'UTLA en organisant une grève sauvage « pour cause de maladie » : ils et elles ont collectivement posé leurs jours de congé en même temps pour protester contre la fermeture des écoles publiques et les bas salaires. La coordination entre les deux villes a donné lieu à la constitution spontanée d'un réseau de 900 enseignant-es en lutte dans tout l'État de Californie.

Que la vague de grèves s'étende jusqu'à Oakland montre que les enseignant-es de Los Angeles ont su tirer parti de l'effort national pour inverser une décennie de mesures d'austérité et de plans de privatisation. Qui plus est, ces luttes ne se sont pas contentées des traditionnelles revendications corporatistes, et ont inclus les problématiques liées aux quartiers populaires et à leurs communautés.

De la Virginie-Occidentale à Chicago, ces luttes ont articulé ce que le philosophe Massimiliano Tomba nomme « l'universalité qui s'insurge » (*insurgent universality*). S'inspirant de Marx et d'Aimé Césaire, Tomba évoque une « *vision alternative de l'universalisme, fondée sur une solidarité qui respecte les particularités* », au-delà et à l'encontre d'une solidarité issue de « *l'universalisme désincarné* » qui tend à étouffer la clameur des voix et des revendications dans une muselière d'uniformité. En ce sens, des analyses des rebellions de profs à travers le pays ont noté que, depuis la grève de 2012 à Chicago, les syndicats enseignants ont mis en avant le combat pour la justice raciale, en tant que part essentielle d'une lutte plus large des classes populaires, pour une meilleure école et de meilleures conditions de travail. De fait, le mouvement de grèves a connu ici un virage : les profs de l'éducation publique ont puisé dans l'histoire des luttes ouvrières et dans les divers contextes culturels, affinant les outils tactiques et stratégiques forgés dans les luttes syndicales, féministes, antiracistes et anti-austérité. Le message à Los Angeles est clair : les profs sont en lutte pour leur boulot et leurs étudiant-es certes, mais aussi par extension, pour une organisation sociale plus juste.

Mes conversations avec une douzaine de participant-es à cette grève ont confirmé ce point. Les rassemblements, les piquets et les manif's locales ont été autant de moments de rencontre pour les précaires de Los Angeles. Les enseignant-es, les étudiant-es, les personnels d'éducation et leurs familles ont été soutenu par une chaleur typique, qui n'est pas seulement celle qui émergeait de la caravane de vendeurs et vendeuses de tacos ou de hotdogs qui ont accompagné les grévistes pour les nourrir tout au long de la semaine. À moins justement que ce type de solidarité entre les secteurs formels et informels du monde du travail soit précisément ce qui caractérise le « modèle L.A. » d'organisation. Les sociologues du travail de l'université d'UCLA Ruth Milkman, Joshua Bloom et Victor Narro

avancent que le mouvement syndical de Los Angeles a particulièrement bien résisté en comparaison avec d'autres endroits du pays, notamment parce que la collaboration réussie entre les centrales syndicales traditionnelles, les travailleurs et travailleuses des nouveaux secteurs de l'économie et les migrant-es à faible revenu, qui s'organisent dans les sphères les plus précaires de l'économie (vente dans la rue, lavage de pare-brise, industrie textile), a bénéficié à chacun de ces groupes. C'est dans ce contexte que l'on peut comprendre le rapport de force relativement favorable dans laquelle les enseignant-es syndiqué-es se sont retrouvés-es.

On voit bien ce modèle à l'œuvre dans l'adhésion de l'UTLA à une stratégie qui visait à accroître leur influence à travers des alliances avec les milieux militants ou les associations de quartier et les communautés locales. Quand on lui demandait combien de temps il pensait que la grève allait durer, son président, Alex Caputo-Pearl, répondait simplement : aussi longtemps qu'il faudra pour qu'une offre décente soit mise sur la table, sachant que nous avons assez de soutien au sein des communautés pour épuiser les managers. Alors que nombre de militant-es de base considèrent désormais que l'accord remporté se limite au strict minimum, il n'en reste pas moins que si la lutte a été victorieuse, c'est parce qu'elle a pris appui sur un réel soutien populaire, qui venait de différents groupes de travailleurs et travailleuses, et qui a permis aux profs d'avancer dans les négociations sans trembler. Et en sortant de leurs salles de cours, les enseignant-es ont donné à toute une génération d'élèves une sacrée leçon de puissance populaire.

Premier jour de grève : prendre soin

Dès le premier matin de la grève, je rencontre mon camarade du Democratic Socialists of America ⁵, Luis, et son ami Mario, futur prof dans le secondaire, sur le parking pluvieux d'un MacDonald's, à deux pas du lycée Robert F. Kennedy. Mario est sur le piquet depuis l'aurore. Nous devons nous rendre à un autre point de rassemblement en centre-ville. Au moment d'entrer dans la voiture de Mario, Luis note l'intérieur retapissé. « Cuir ? », s'étonne-t-il. « T'aimes bien ? », s'enquiert Mario. Il vient d'investir dans ces sièges en cuir pour améliorer les stats de son job à mi-temps comme chauffeur chez Lyft. Je lui demande comment il parvient à s'en sortir en bossant à la fois pour une compagnie de VTC ⁶ et comme prof remplaçant. « C'est ça, l'économie, maintenant, répond-il. Personne n'échappe à l'ubérisation (gig economy). J'ai envie d'être prof à plein temps, mais c'est une étape obligée. » Malgré la tentative de la mairie de payer 44 \$ de l'heure les profs remplaçant-es qui casseraient la grève, Mario est resté loyal envers ses collègues. La mairie a eu beau annoncer qu'elle avait suffisamment de fonds pour payer un tel salaire aux briseurs et briseuses de grève pendant trois semaines, rien n'y a fait : trop peu de profs remplaçant-es

ont mordu à l'hameçon pour que le mouvement soit menacé. Et un tel acte de solidarité semble d'autant plus impressionnant quand on écoute Mario témoigner de son précaire.

On roule à travers des campements de SDF, en discutant de ces dollars magiques offerts par l'administration en peine de solution, et qui règleraient nombre de galères du quotidien. Mais malgré ses factures à payer, Mario croit dans les revendications de la grève : « *Ce n'est pas juste une question de salaire pour les profs. Je crois que le problème, c'est l'ensemble des services publics : les infirmier-es ou les travailleurs sociaux et travailleuses sociales par exemple... Il y a des écoles où les infirmier-es ne viennent qu'une fois par semaine.* » Il ne sera pas le dernier dans la journée à me faire remarquer ce point.

Le jour suivant, je discute avec une mère de famille qui ne parle qu'espagnol, au moment où elle entre dans l'école en dépit des piquets de grève. Elle n'est pas là pour déposer les gosses, me dit-elle. Elle soutient la grève et attend que son fils finisse ses devoirs pour faire l'aller-retour et le ramener à la maison. Sa fille fait de l'asthme. Son soutien vient de ce que Mario raconte sur les infirmier-es : la plupart du temps, il n'y a personne dans l'école pour pratiquer les soins d'urgence lorsque la petite fait une crise. Et c'est donc cette mère qui, toutes affaires cessantes, doit se rendre au bahut pour prendre soin de son enfant.

Difficile d'évaluer la taille du défilé de là où on est. Je suis au milieu d'une mer d'imperméables. Le cortège de ponchos aux couleurs vives, décorés de slogans, est soudé. Les drapeaux rouges contrastent sur le ciel gris ; les parapluies s'entrechoquent et m'empêchent de voir plus loin que mon voisin. À en juger par le brouhaha des discussions, des sifflets et des slogans qui interrompent mes conversations, la foule est énorme. À la tombée de la nuit, le mot circule parmi les grévistes qu'il y aurait là des dizaines de milliers de profs, de parents, d'élèves et d'habitant-es des quartiers concernés.

Mon ami Andy me raconte qu'il arrive tout droit d'un piquet avec ses anciens profs de John C. Fremont, à South Central, où deux *charter schools* ont récemment fermé leurs portes, quasiment du jour au lendemain, à cause des classes saturées. Les profs jugent qu'il est impossible de gérer l'afflux de nouveaux et nouvelles élèves, alors qu'ils et elles sont déjà aux prises avec une population qui a besoin d'une attention particulière.

Andy, par exemple, est arrivé du Mexique alors qu'il avait 16 ans et a été très largement soutenu par ses profs de ESL (English as a second language ⁷). C'est un militant du mouvement UndocuQueer ⁸, qui fait connaître les difficultés des migrant-es queer et trans. Nico et Myra, parents de deux élèves du LAUSD et militant-es à Boyle Heights, disent soutenir la grève : « *Les quartiers doivent se soulever pour les profs, qui jouent de nombreux rôles en leur sein.* » Celles et ceux qui travaillent à leur propre compte

peuvent venir chercher leurs enfants si une urgence médicale survient, mais tout le monde sait bien que de nombreux enfants de parents ouvrier-es ou précaires n'ont pas la même chance.

Deuxième jour de grève : l'universalité qui s'insurge

Je me suis levée tôt pour rejoindre le piquet de grève du lycée Robert F. Kennedy à Koreatown. Il pleut à nouveau. Les manifestant-es bloquent la circulation des piéton-nes et des parents venu-es déposer leurs enfants à l'école. Sindy, qui cumule les fonctions d'enseignante et de conseillère d'orientation, me décrit ses difficultés. Comme tant d'autres, elle a trop d'adolescent-es en face d'elle : « *Jaide les élèves de terminale (seniors) à préparer leurs candidatures pour l'université. Le processus est chaque année plus compliqué et les étapes de sélection de plus en plus nombreuses.* »

En raison de son statut de conseillère, elle détient des informations sensibles au sujet des étudiant-es, qui vont bien au-delà de leur cursus académique. Même quand elle est dans son rôle d'enseignante, elle ne peut se départir de sa fonction de conseillère, à l'écoute de leurs problèmes extra-scolaires. Son salaire rémunère des journées de travail de six heures, mais « *c'est devenu normal d'en faire plus* ». Le temps n'est pas la seule ressource rare. À l'heure du « tout-numérique », le lycée ne met que deux ordinateurs à disposition, alors que jusqu'à cent candidat-es à l'université peuvent se présenter à tout moment. L'administration locale a 1,9 milliard de dollars en réserve pour l'éducation ; pourquoi ne finance-t-on pas des ordinateurs portables pour les étudiant-es ? Sindy affirme

que ce manque de moyens est une façon parmi d'autres d'empêcher les élèves venant du public d'accéder à l'enseignement supérieur. Or nombreux-ses sont celles et ceux qui n'ont simplement pas les moyens d'envisager un parcours universitaire. Ici, presque 9 lycéen-nes sur 10 remplissent les critères boursiers pour les repas gratuits ou à prix réduits : c'est une des écoles les plus pauvres du coin.

De l'autre côté du campus, un autre piquet de grève, visiblement beaucoup plus virulent, s'est constitué pour dissuader les briseurs et briseuses de grève de rentrer sur le parking. Un groupe de plusieurs douzaines de grévistes déterminé-es est traversé par une voiture noire. Les gens scandent : « *Demi tour, demi tour !* », tandis que le conducteur force sa route sous la clameur et les insultes de la foule en colère.

Vendredi, le syndicat a célébré cette semaine d'action en organisant un concert rassemblant 60 000 personnes à Grand Park, avec notamment Tom Morello, le guitariste de Rage against the Machine. Partout dans la ville, les autocollants sur les voitures, les pancartes sur les pelouses, les affichages sauvages, les panneaux chantent une Los Angeles rebelle, galvanisée par la solidarité. Mardi, la nouvelle tombe : les profs ont gagné ! Ils ont gagné un accord, mais créé bien plus que ça : un moment d'universalité qui s'insurge, par le bas, et l'aperçu d'un monde où les biens publics comme l'éducation sont accessibles à tous et toutes.

Pour aller plus loin, voir : « [Les enseignants américains voient rouge. Vague de grèves dans les États républicains](#) », par Clément Petitjean, *Le Monde diplomatique*, septembre 2018.

NOTES

1. Le *school district* est l'entité administrative qui gère l'éducation publique dans les États d'Amérique du Nord. Il est représenté par un conseil d'élu-es et peut avoir en charge la propriété immobilière, la sécurité avec un système de police, les frais, les équipes enseignantes et non enseignantes, etc.

2. Partenariat public-privé qui donne un financement public à des écoles sous gestion privée. Une fois pris certains engagements sur le parcours de formation minimal et les résultats à obtenir, les normes fédérales ou nationales ne s'appliquent pas dans ces établissements qui peuvent embaucher qui ils veulent et décider de la pédagogie en toute autonomie. Leur emplacement participe à d'importants plans de réorganisation urbaine (gentrification, guethoïsation). La scolarisation y est gratuite, mais la sélection à l'entrée et en cours de formation se fait de plus en plus sévère.

3. Fondateur de l'entreprise de construction Kaufman & Broad, désormais collectionneur et vendeur d'art, soixante-cinquième fortune mondiale selon le magazine *Forbes*, Eli Broad est à la tête d'un empire du capitalisme philanthropique à travers de nombreuses fondations qui imposent leurs règles au monde social et associatif. Sur ce sujet, voir par exemple aussi : « Howard Buffett au Congo Le problème de la philanthropie capitaliste », par Zahra Moloo, *Jef Klak*, 31 mai 2018.

4. Voir « Comment tuer une ville. Stratégie du choc à La Nouvelle-Orléans dans le sillage de l'ouragan Katrina », par Olivier Cyran, *Le Monde Diplomatique*, déc. 2018.

5. Plus grande organisation socialiste des États-Unis depuis 1973, dont la branche « enseignement » fait partie des groupes qui ont lancé la première vague de grèves pour l'école publique en novembre 2017.

6. Voiture de transport avec chauffeur, service de transport de personnes dont les chauffeur-ses sont des « travailleur-ses indépendant-es » prétendument simplement « associé-es » des entreprises les employant (Uber, Lyft, etc.).

7. Équivalent du FLE (Français langue étrangère) en français : cours dispensés aux élèves dont la langue officielle du pays n'est pas la première langue.

8. Pour « *undocumented queer* », c'est-à-dire « queer sans papiers ».